

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3244

20 décembre 2013

SOMMAIRE

B&B Fonds	155676	LRI Invest S.A.	155677
B&B Fonds	155674	LRI Invest S.A.	155677
B&B Fonds	155680	Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF	155671
B&B Fonds	155681	Lux Wealth SICAV-UCITS	155672
Berenberg Systematic Approach	155672	Meridio Funds	155676
BL	155666	Mobile Media Group S.A.	155667
BL Fund Selection	155667	Myway Invest S.A.	155674
Capital Gestion	155668	NW Global Strategy	155680
Casiana Automobiles Sàrl	155712	OptoFlex	155670
Diamond Topco S.à r.l.	155675	Partners Group Listed Investments SICAV	155675
EFG Fund	155670	PBO	155679
Eurobuild Investment S.A.	155676	PPF ("PMG Partners Funds")	155712
Finadis S.A. SPF	155673	P&R	155668
Financière de l'Alzette S.A.	155670	Private Banking World Invest	155678
Gahla Investissement S.A.	155667	Private Banking World Invest	155677
Guliver Demografie Wachstum	155677	Private Banking World Invest	155678
HWB Dachfonds	155673	Proudreed Properties France S.à r.l.	155703
HWB InvestWorld	155678	Responsible Wealth Management	155681
HWB InvestWorld	155678	Société de Promotion pour le Développement des Activités de Services S.P.F. S.A.	155671
IMMOBRA (Luxembourg) S.A.	155669	Sovreal 4 S.à r.l.	155674
ING (L)	155666	Studio 206 S.A.	155673
International Financing Partners S.A. - SPF	155668	UBS (Lux) Key Selection SICAV	155679
JFI Holdings S.A.	155683	Utopia S.A.	155681
Kaseya Luxembourg Holdings S.C.A.	155680	W & W International Funds	155678
K & C Aktienfonds	155674	W & W International Funds	155670
KR Fonds	155669	W&W Strategie Fonds	155673
LRI Invest S.A.	155670	W&W Strategie Fonds	155674
LRI Invest S.A.	155677	W&W Strategie Fonds	155678
LRI Invest S.A.	155677		
LRI Invest S.A.	155677		
LRI Invest S.A.	155666		

BL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 45.243.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 janvier 2014 à 14.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013177446/755/24.

ING (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 44.873.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ING (L) will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg on 23 January 2014 at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the independent auditor of the Company;
2. Approval of the annual accounts of the Company for the financial year ended 30 September 2013;
3. Allocation of the results of the Company for the financial year ended 30 September 2013;
4. Discharge of the Directors of the Company for the execution of their mandates during the financial year ended 30 September 2013;
5. Statutory appointments (resignation(s) and/or appointment(s)).

Registered shareholders will be admitted upon proof of their identity, provided they inform the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days prior to the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013177450/755/20.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de E&G Strategie dynamisch (ehemals: E&G Portfolio - Global Stocks) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170335/10.

(130207769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

BL Fund Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 133.040.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV BL FUND SELECTION à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le 9 janvier 2014 à 15.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013177447/755/24.

Gahla Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 171.178.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 6 janvier 2014 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013177449/1023/16.

Mobile Media Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 95.362.

Einladung an die Aktionäre zur

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft am Mittwoch, 08.01.2014, um 14.15 Uhr am Sitz der Gesellschaft 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

Tagesordnung:

1. Berufung eines Kommissars-Abschlussprüfers
2. Verschiedenes

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013169323/4185/14.

Capital Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.332.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 janvier 2014 à 14.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bd.lux) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013177448/755/24.

International Financing Partners S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 48.973.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme INTERNATIONAL FINANCING PARTNERS S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 27 décembre 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013172245/750/19.

P&R, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de P&R coordonné au 15 novembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6. Novembre 2013.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2013154194/11.

(130189107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

KR Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 128.835.

Die Aktionäre der KR FONDS werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *15. Januar 2014* um 14.00 Uhr am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. August 2013
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Gesellschaft (15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich zum o.g. Stichtag vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013177451/34.

IMMOBRA (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 38.544.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le *30 décembre 2013* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 30 décembre 2013
2. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Nominations statutaires,
6. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
7. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013170557/20.

Financière de l'Alzette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 54.285.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30 décembre 2013 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013171214/29/17.

W & W International Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de W&W International Funds - Wüstenrot Globalrent a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170334/9.

(130207768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

OptoFlex, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de OptoFlex a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170352/8.

(130207786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de E&G Strategie konservativ (ehemals: E&G Portfolio - Golbal Bonds) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170336/10.

(130207770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

EFG Fund, Fonds Commun de Placement.

*Liquidation de EFG Fund - EFG European Bond Sub-fund
et de EFG Fund - EFG Healthcare Sub-fund (ensemble le «Fonds»)*

La Société agissant pour le compte du Fonds, prononce la clôture de la liquidation et constate que le Fonds a définitivement cessé d'exister en date du 30 juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

EFG Asset Management Company S.A.

Référence de publication: 2013174476/6755/10.

Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 152.733.

Shareholders are hereby invited to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company to be held in Luxembourg at 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, on *January 24th, 2014* at 11.30 a.m. to deliberate and vote on the following agenda, as the Extraordinary General Meeting planned for December 16th, 2013 was without quorum to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Change of registered office of the Company from 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf to 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and subsequent amendment of Article 4 "Registered office" of the articles of association of the Company.
2. Amendment of the denomination of the general partner (associé gérant commandité) of the Company from Lux Capital Fund Management S.à r.l. to Lux Wealth S.à r.l. and subsequent amendment of Article 18 "General Partner" of the articles of association of the Company.
3. Insertion of the possibility for the general partner of the Company to appoint an alternative investment fund manager ("AIFM") and to enter into an agreement with the AIFM in Article 19 "Powers of the General Partner" of the articles of association of the Company.
4. Deletion in Article 24 "General meetings of the company" of the articles of association of the Company of the necessity to obtain the CSSF's approval in case where the third Thursday of the month of February, on which the annual general meeting of the shareholders shall be held, is not a banking day in Luxembourg and the meeting shall therefore be held on the next banking day.
5. Deletion in Article 26 "Termination and amalgamation of Sub-Funds or classes of shares" of the articles of association of the Company of the clause pursuant to which the assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption of shares will be deposited with the depositary of the Company for a period of six (6) months thereafter and updating of the reference to the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment to a reference to the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment.
6. Clarification in Article 29 "Auditor" of the articles of association of the Company that the auditor has to be an "approved statutory" auditor.

In this Second Extraordinary General Meeting, no presence quorum is required. But resolutions must be carried out, in order to be adopted, by at least two-thirds of the votes cast and the consent of the general partner of the Company.

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the General Meeting, if his shares have been deposited up to Friday, January 17th, 2014 at the latest at VPB Finance S.A., 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and leaves them there until the end of the General Meeting. Each shareholder, who complies with this requirement, will be admitted to the General Meeting.

Luxembourg, 17th December 2013.

Lux Wealth S.à r.l.

General Partner

Référence de publication: 2013177452/755/43.

S.P.D.A.S., Société de Promotion pour le Développement des Activités de Services S.P.F. S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 15.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013166285/11.

(130202842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Lux Wealth SICAV-UCITS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 167.435.

Shareholders are hereby invited to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company to be held in Luxembourg at 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, on *January 24th, 2014* at 11.00 a.m. to deliberate and vote on the following agenda, as the Extraordinary General Meeting planned for December 16th, 2013 was without quorum to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Change of registered office of the Company from 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf to 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and subsequent amendment of Article 2 "Registered office" of the articles of association of the Company.
2. Adaptation of Article 11 "Calculation of the unit value" to legal requirements and the rules set out in the prospectus of the Company.
3. Adaptation of Article 12 "Frequency and temporary suspension of unit value calculation, issue, redemption and conversion of units" to legal requirements and the rules set out in the prospectus of the Company.
4. Insertion of a specification regarding the possibility for the board of directors of the Company to transfer individual powers of attorney as well as the possibility for a management company appointed by the Company to delegate tasks in Article 17 "Transfer of powers" of the articles of association of the Company.
5. Adaptation of Article 18 "Investment policy and investment restrictions" to legal requirements and the rules set out in the prospectus of the Company.
6. Adaptation of Article 22 "General Assembly" to legal requirements of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as regards the convening of a meeting at the request of unitholders.
7. Insertion of an analogue application of the provisions of Article 22 paragraph 12 in the third paragraph of Article 23 "General Assemblies of unitholders in a Subfund or unit class" of the articles of association of the Company.
8. Deletion of the provisions governing the merger of subfunds or unit classes in Article 24 "Liquidation and merger of Subfunds or unit classes" and renaming of this Article in "Liquidation of Subfunds or unit classes".
9. Insertion of a new Article 25 "Mergers" and in this respect the adaptation and renumbering of the subsequent articles of the articles of association of the Company as well as of references to them.
10. Respective clarification in Articles 7, 8 and 21 of the articles of association of the Company that the auditor has to be "authorised".

In this Second Extraordinary General Meeting, no presence quorum is required. But resolutions must be carried out, in order to be adopted, by at least two-thirds of the votes cast and the consent of the general partner of the Company.

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the General Meeting if his shares have been deposited up to Friday, January 17th, 2014 at the latest at VPB Finance S.A., 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, and leaves them there until the end of the General Meeting. Each shareholder, who complies with this requirement, will be admitted to the General Meeting.

Luxembourg, 17th December 2013.

The board of directors .

Référence de publication: 2013177453/755/41.

Berenberg Systematic Approach, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Umbrellafonds „Berenberg Systematic Approach", welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 22. Oktober 2013.

Für den Berenberg Systematic Approach

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Holger Emmel / Katrin Nickels

Référence de publication: 2013173677/13.

(130211679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Studio 206 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 114.842.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 8 janvier 2014 à 14.30 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution et liquidation volontaire de la société;
2. Nomination du liquidateur de la société;
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur et de la procédure de liquidation;
4. Décision de charger le liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la société, et de payer toutes les dettes de la société;
5. Pouvoir de signature; et
6. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013171207/20.

Finadis S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 30.186.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le lundi 30 décembre 2013 à 16.00 heures à Luxembourg, 16, Allée Marconi, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Approbation des Comptes Annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013171953/504/16.

HWB Dachfonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de HWB Dachfonds - VeniVidiVici a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170340/9.

(130207774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

W&W Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de W&W Strategie Fonds - W&W Protekt 90 Europa (2018) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170341/9.

(130207775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Myway Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 152.046.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 30 décembre 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013172001/1023/16.

W&W Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de W&W Strategie Fonds - W&W Protekt 100 Europa (2018) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170342/9.

(130207776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

K & C Aktiefonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de K & C Aktiefonds a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013176959/8.

(130215721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

B&B Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de B&B Fonds - Offensiv a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013173337/8.

(130210921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Sovreal 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 157.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SOVREAL 4 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013166340/13.

(130203278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Partners Group Listed Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 143.187.

Shareholders of Partners Group Listed Investments SICAV are hereby invited to an

EXTRAORDINARY GENERAL

shareholders' meeting to be held at 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen on *30 December 2013* (10:45 a.m.). The agenda will be as follows:

Agenda:

1. Decision to amend Article 2 of the Articles of Association of the Company (the "Articles") dealing with the registered office of the Company (transfer of the registered office of the Company from Luxembourg-Strassen to Luxembourg City);
2. Decision to amend Article 4 of the Articles describing the general investment principles and restrictions;
3. Decision to amend Article 24 of the Articles concerning the frequency and the convening of meetings of the Board of Directors of the Company;
4. Decision to amend Article 25 of the Articles concerning the meetings of the Board of Directors of the Company;
5. Acknowledgement of the resignation of Mr Nikolaus Rummler as a member of the Board of Directors of the Company;
6. Acknowledgement of the resignation of Mr Loris Di Vora as a member of the Board of Directors of the Company;
7. Appointment of Mr Oliver Schütz as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014;
8. Appointment of Mr Jean-Paul Gennari as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014.

The amendments are effective as of 1 February 2014.

A draft of the new Articles of Associations is available from the investment company.

The resolutions to be passed under items 1, 2, 3 and 4 of the agenda require, in order to be validly passed, (i) that at least one half of the share capital of the Company is present or represented and (ii) to be carried by at least two thirds of the votes validly cast. If the quorum requirement regarding items 1, 2, 3 and 4 of the agenda set out under item (i) is not met, a second Meeting will be called on 31 January, 2014 (a further convening notice will be sent to all shareholders in this respect, if relevant), which may validly deliberate, regardless of the proportion of the capital represented and at which the resolutions to be taken may be passed by at least two thirds of the votes validly cast.

With regard to items 5, 6, 7 and 8 of the agenda, resolutions may be passed by the affirmative vote of a simple majority of the votes cast in the Meeting.

Shareholders who keep their shares in a securities account at a bank are requested to instruct their Custodian Bank to send the Company a securities account statement confirming that the shares will be blocked until the meeting. The Company must have received the custody account holdings certificate until 23 December 2013. Shareholders or their representatives who wish to take part in the Extraordinary General Meeting are kindly requested to confirm their participation by 23 December 2013 (COB) at the latest.

The corresponding proxy forms can be obtained from the Domicile of Partners Group Listed Investments SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) by fax (+352/44903-4506) or via e-mail (directors-office@dz-privatbank.com).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013171213/755/43.

Diamond Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.080,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.111.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Référence de publication: 2013167277/11.

(130204188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Meridio Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 120.176.

Die Aktionäre der Meridio Funds werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *15. Januar 2014* um 13.00 Uhr am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. August 2013
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Gesellschaft (15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich zum o.g. Stichtag vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013177454/34.

B&B Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de B&B Fonds - Dynamisch a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013173338/8.

(130210922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Eurobuild Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 110.503.

L'administrateur unique de la Société a décidé, par résolution écrite du 28 novembre 2013, de transférer le siège social du 7, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013167355/12.

(130204302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Guliver Demografie Wachstum, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Guliver Demografie Wachstum a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170337/9.

(130207771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de SIP Balanced a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170343/9.

(130207777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de SIP Income a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170344/9.

(130207778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de SIP Equity a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170345/9.

(130207779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Le règlement de gestion de SIP Bond a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170346/9.

(130207780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Private Banking World Invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Private Banking World Invest - Aktien Opportunities a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170347/9.

(130207781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Private Banking World Invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Private Banking World Invest - Renten Opportunities a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170348/9.

(130207782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Private Banking World Invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Private Banking World Invest - WB Aktien Invest plus a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170349/9.

(130207783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

HWB InvestWorld, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de HWB InvestWorld - International Portfolio a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170350/9.

(130207784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

HWB InvestWorld, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de HWB InvestWorld - Europe Portfolio a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170351/9.

(130207785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

W&W Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de W&W Strategie Fonds - W&W Protekt 100 Deutschland (2019) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170353/9.

(130207787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

W & W International Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de W&W International Funds - Wüstenrot Europarent a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170354/9.

(130207792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

PBO, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 122.190.

Die Aktionäre der PBO werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *15. Januar 2014* um 14.00 Uhr am Sitz der Verwaltungsgesellschaft in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. August 2013
3. Ergebnisverwendung
4. Entlastung des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
7. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Gesellschaft (15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Fax: +352 76 94 94 - 599, E-Mail: legal@axxion.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich zum o.g. Stichtag vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013177455/34.

UBS (Lux) Key Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 88.580.

Mitteilung an die Aktionäre der Subfonds

UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (EUR)

UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (USD)

UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (CHF)

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (nachfolgend der "Verwaltungsrat") möchte Sie davon in Kenntnis setzen, dass er die Auflösung der Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (EUR), UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (USD) und UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (CHF) (die "Subfonds") gemäss den Bestimmungen der Satzung und des Verkaufsprospekts der Gesellschaft mit Wirkung zum 20. Dezember 2013 (das "Datum des Inkrafttretens") beschlossen hat.

Der Verwaltungsrat hat festgestellt, dass das Nettovermögen der Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (EUR) und UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (USD) auf einen Wert gefallen ist, der nicht ausreicht, um eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung zu gewährleisten, und die Auflösung des Subfonds UBS (Lux) Key Selection SICAV - Active Defense 5 (CHF) im Hinblick auf die Entwicklung seines Nettovermögenswertes aus Rationalisierungsgründen geboten ist. Daher ist er der Auffassung, dass die Auflösung der Subfonds im besten Interesse der Aktionäre ist.

Seit dem Annahmeschluss des 6. Dezember 2013 werden keine Neuzeichnungen oder Umtauschvorgänge in Aktien der Subfonds sowie seit dem Annahmeschluss des gestrigen Tages keine Rücknahmen mehr akzeptiert.

Aktionäre, die am Datum des Inkrafttretens Aktien des Subfonds halten, erhalten den ihnen zustehenden Anteil am Liquidationserlös nach Abschluss der Liquidation des Subfonds gemäss den luxemburgischen Gesetzen und Bestimmungen. Etwaige Liquidationserlöse, die bei Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden können, werden bei der "Caisse de Consignation" in Luxemburg hinterlegt.

Wir möchten Sie darauf hinweisen, dass Ihre Beteiligung an Investmentgesellschaften der Besteuerung unterliegen kann. Bitte wenden Sie sich an Ihren Steuerberater, sofern Sie aufgrund dieser Auflösung steuerliche Fragen haben.

Luxemburg, den 20. Dezember 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013177456/755/30.

B&B Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de B&B Fonds - Ausgewogen a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013173339/9.

(130210923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

NW Global Strategy, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de NW Global Strategy a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170338/8.

(130207772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Kaseya Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.546.

Notice is hereby given to the holders of shares of Kaseya Luxembourg Holdings S.C.A (the "Company") that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders, will be held on *December 30, 2013* at 2:30 pm CET. The meeting will be held at 8, rue Albert Borchette, L-1246 Luxembourg.

At the extraordinary general meeting, the shareholders shall deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of article 7.8.2 of the articles of association of the Company to clarify the definition of "A Shares Total Cancellation Value";
2. Miscellaneous.

Quorum and majorities

Extraordinary general meeting of shareholders

Pursuant to the Company's articles of association and the law, the extraordinary general meeting of shareholders will deliberate validly upon items 1 and 2 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders only if a quorum of at least fifty percent (50%) of the share capital is present or represented for each class of shares individually. Decisions relating to items 1 and 2 of the agenda of the extraordinary general meeting of shareholders will be passed by a majority of two thirds (?) of the votes validly cast for each class of shares individually.

Share capital of the Company

The Company's share capital is set at four hundred twenty-six thousand one hundred eighty-seven United States Dollars and sixty-two cent (USD 426,187.62), represented by (i) five million five hundred seventy-nine thousand five hundred sixty-one (5,579,561) redeemable class A shares (the "Class A Redeemable Shares"), (ii) eight million three hundred thirty-eight thousand eight hundred seventy-three (8,338,873) redeemable class B1 shares (the "Class B1 Redeemable Shares"), (iii) eight million three hundred thirty-eight thousand eight hundred seventy-three (8,338,873) redeemable class B2 shares (the "Class B2 Redeemable Shares"), (iv) eight million three hundred thirty-eight thousand eight hundred seventy-three (8,338,873) redeemable class B3 shares (the "Class B3 Redeemable Shares"), (v) eight million three hundred thirty-eight thousand eight hundred seventy-three (8,338,873) redeemable class B4 shares (the "Class B4 Redeemable Shares" and together with the Class B1 Redeemable Shares, the Class B2 Redeemable Shares and the Class

B3 Redeemable Shares, the "Class B Redeemable Shares"), (vi) nine hundred twenty thousand nine hundred twenty-seven (920,927) redeemable class C1 shares (the "Class C1 Redeemable Shares"), (vii) nine hundred twenty thousand nine hundred twenty-seven (920,927) redeemable class C2 shares (the "Class C2 Redeemable Shares"), (viii) nine hundred twenty thousand nine hundred twenty-seven (920,927) redeemable class C3 shares (the "Class C3 Redeemable Shares"), (ix) nine hundred twenty thousand nine hundred twenty-seven (920,927) redeemable class C4 shares (the "Class C4 Redeemable Shares" and together with the Class C1 Redeemable Shares, the Class C2 Redeemable Shares and the Class C3 Redeemable Shares, the "Class C Redeemable Shares" and together with the Class A Redeemable Shares and the Class B Redeemable Shares, the "Redeemable Shares") and one (1) unlimited share (the "Unlimited Share") with a nominal value of one cent (USD 0.01) each. The Unlimited Share is held by the general partner (associé commandité). The Redeemable Shares and the Unlimited Share are hereafter together referred to as the "Shares".

Each of the Class A Redeemable Shares and the Class B Redeemable Shares are entitled to one (1) vote in general meetings of shareholders.

The Class C Redeemable Shares are non-voting shares in accordance with article 44 of the Law.

Proxy

If you cannot attend in person and if the power of attorney enclosed hereto meets your approval, kindly return the completed and executed power of attorney enclosed hereto no later than by December 27, 2013 at 6:00 pm (CET) to the attention of the board of managers of the Company, either by fax at the following number +352 48 18 28 3461 or by email to the following address: kaseya@alterdomus.com

Language

The meeting will be held in English language.

This convening notice is not an offer, or a solicitation or invitation for offers, by the Company or any other person to issue, acquire, sell, tender, dispose of, transfer, or subscribe for, securities in the United States or any other jurisdiction. Furthermore, securities may not be sold in the United States absent registration or an exemption from registration. The Company does neither intend to register any offering of securities in the United States nor to make a securities offering in the United States under an exemption from registration, nor to offer securities in any other jurisdiction.

Luxembourg, December 2013.

For the general partner of the Company

Kaseya Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013171210/60.

Responsible Wealth Management, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de RESPONSIBLE WEALTH MANAGEMENT - Global Diversified Multi-Asset Fund a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013170339/9.

(130207773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

B&B Fonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de B&B Fonds - Defensiv a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013173336/8.

(130210920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.756.

COMMUNIQUE

relatif à la prise de position du conseil d'administration d'Utopia S.A sur le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. pour le retrait obligatoire des titres d'Utopia S.A. que ces sociétés ne détiennent pas encore tel que prévu par les articles 4(1) et 10(4) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire

de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (la " Loi Retrait Rachat ") et publié conformément à l'article 4(5) de la Loi Retrait Rachat.

AVIS IMPORTANT

Le présent communiqué concerne une procédure de retrait obligatoire initiée par Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. concernant les titres d'Utopia S.A. conformément aux dispositions de la Loi Retrait Rachat.

Les détenteurs de titres disposent d'un droit d'opposition au projet de retrait obligatoire selon les termes et le délai prévus à l'article 4(6) de la Loi Retrait Rachat. Toute opposition au sens de l'article 4(6) de la Loi Retrait Rachat doit être reçue par la CSSF au plus tard 5 jours après l'échéance du délai pour faire opposition.

Sous réserve du respect des dispositions de la Loi Retrait Rachat, à l'issue de la procédure de retrait obligatoire, les titres qui n'auront pas été présentés au plus tard à la date de paiement définitive seront transférés de manière automatique et de plein droit à Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A., sans accord préalable des détenteurs de titres restants.

Le 18 décembre 2013, les sociétés

- Utopia Management, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.883 («Utopia Management»)

- CLdN Fin S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.485 («CLdN Fin»)

- CLdN Finance S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.209 («CLdN Finance»)

agissant de concert et «actionnaire majoritaire» au sens de la Loi Retrait Rachat, ont annoncé suivant les exigences des articles 4(1) et 10(4) de la Loi Retrait Rachat, le prix qu'ils proposent pour le retrait obligatoire exercé sur les 8.084 titres (au porteur ou nominatifs) d'Utopia S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.756 (la «Société») que ces sociétés ne détiennent pas encore (le «Retrait Obligatoire»), soit un montant de 44,73 EUR par titre.

1. Prise de position du conseil d'administration de la Société sur le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance

La CSSF, conformément à la possibilité qui lui est offerte à l'article 4(5) de la Loi Retrait Rachat, a demandé une prise de position du conseil d'administration de la Société sur le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance.

Le 17 décembre 2013, le conseil d'administration de la Société a conclu que le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance de 44,73 EUR par titre est un juste prix.

La prise de position du conseil d'administration de la Société à cet égard est libellée de la manière suivante:

«Les membres du conseil d'administration de la Société prennent donc connaissance du projet de rapport de D&P procédant à la détermination du juste prix applicable aux Titres objet du Retrait (le «Rapport»), qui sera daté du 18 décembre 2013 et concluant comme suit:

«L'ensemble des méthodes mises en œuvre conduit à estimer une valeur unitaire des titres d'Utopia comprise entre EUR 41,48 et EUR 48,42.

Cette fourchette est établie par référence à la moyenne des fourchettes résultantes de l'application de l'approche par les revenus d'une part et à la moyenne de l'approche par les sociétés comparables cotées d'autre part.

Par conséquent, nous considérons qu'un prix proposé de EUR 44,73 par action représente un juste prix acceptable des Actions Minoritaires dans le cadre de l'Opération».

Les membres du conseil d'administration de la Société notent que les Actionnaires Majoritaires annonceront le 18 décembre 2013, sur base du Rapport, leur décision de procéder au Retrait de Titre au prix de 44,73 EUR (le «Prix»).

Après examen attentif et minutieux de ce qui précède, les membres du conseil d'administration décident à l'unanimité que le Prix proposé par les Actionnaires Majoritaires dans le cadre du Retrait des Titres est un juste prix».

2. Mise à disposition de copies du texte entier de la résolution du conseil d'administration de la Société:

Une copie du texte entier de la résolution du conseil d'administration de la Société relative à sa prise de position sur le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, pourra être consultée librement et sans frais par les détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, sur le site internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections «Emetteurs» et «Avis» sous la référence «Utopia») et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

Une copie du texte entier de la résolution du conseil d'administration de la Société, du communiqué du 18 décembre 2013 et du présent communiqué seront envoyées par lettre recommandée par la Société à tous les détenteurs de titres nominatifs de la Société mentionnés sur le registre des titres nominatifs de la Société à la date du présent communiqué.

3. Publication du présent communiqué:

La Société publie le présent communiqué le ou autour du 20 décembre 2013 auprès:

- de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections «Émetteurs» et «Avis» sous la référence «Utopia»),
- du Luxemburger Wort,
- du Tageblatt,
- du mémorial C recueil des Sociétés et Associations, et
- sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

4. Documents liés à la procédure de retrait obligatoire :

Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société précisent que tous les documents liés à la procédure de retrait obligatoire (i.e. communiqués et rapport d'évaluation de l'expert indépendant) pourront être consultés librement et sans frais par les détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, à chacun des sièges sociaux d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, sur le site internet de la Bourse de Luxembourg et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

5. Divers

Le présent communiqué est publié, à la demande de la CSSF, en conformité avec l'article 4(5) de la Loi Retrait Rachat.

Le présent communiqué, le Retrait Obligatoire et les obligations qui en dérivent pour toute personne concernée ou impliquée à quelque titre par le Retrait Obligatoire sont soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg. L'interprétation ou l'exécution des obligations par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance dérivant du présent communiqué et tous faits ou actes qui en découlent sont soumis à la compétence exclusive des tribunaux de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2013175914/88.

JFI Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 174.725.

In the year two thousand and thirteen, the thirteenth day of November,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of JFI Holdings S.A., a public company limited by shares (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 174725 (the Company).

The Company was incorporated on 16 January 2013 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 647 of 16 March 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, the undersigned notary, dated 7 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

Glenhuron Finance Company GmbH, a company existing and organized under the laws of Switzerland, having its registered office at Grabenstrasse 15, 8200 Schaffhausen, Switzerland, registered with the Commercial Register of Canton Schaffhausen under number CH-020.4.043.522-9 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a special power of attorney given under private seal,

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That it holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. that the agenda of the meeting is worded as follows:

1. creation of six (6) classes of shares, i.e. the common shares, the class G shares, the class J-1 shares, the class J-2 shares, the class L shares and the class M shares, out of which the class L and the class M are non-voting classes of shares each with a preferential and cumulative distribution right of six point one per cent (6.1%) of their nominal value plus six point one per cent (6.1%) of the amount by which share premium paid on such shares at subscription thereof, if any,

exceeds payment, other than dividends, in respect of such shares, plus six point one per cent (6.1%) of any dividends declared on such shares in respect of prior years the payment of which remains outstanding (the Non-Voting Shares);

2. approval of the terms of the shares created in resolution 1 above, in particular the terms of the Non-Voting Shares concerning their (i) preferential and cumulative distribution rights and (ii) preferential right to the reimbursement of their initial contribution without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of liquidation proceeds;

3. allocation of the existing shares as (i) eight hundred fifty thousand (850,000) common shares and (ii) one hundred sixty-four thousand fifty-two (164,052) class L shares;

4. increase of the share capital of the Company by an amount of seven thousand five hundred eighty-five United States Dollars (USD 7,585) in order to bring it from its current amount of fifty thousand seven hundred two United States Dollars and sixty cents (USD 50,702.60) to an amount of fifty-eight thousand two hundred eighty-seven United States Dollars and sixty cents (USD 58,287.60) through the issuance of (a) fifty thousand (50,000) class G shares, (b) thirty-three thousand three hundred thirty-four (33,334) class J-1 shares, (c) sixty-six thousand six hundred and sixty-six (66,666) class J-2 shares, and (d) one thousand seven hundred (1,700) class M shares, having a nominal value of five cents (USD 0.05) each;

5. amendment to and full restatement of the Articles to reflect the creation of the classes of shares, the rights of the Non-Voting Shares and the share capital increase referred in the above resolutions;

6. amendment of the share register of the Company to reflect the above items of the agenda with power and authority given to any director of the Company to proceed on behalf of the Company to the necessary amendments to the share register of the Company; and

7. carry out any and all acts necessary to give effect to the above. III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create six (6) classes of shares, i.e. the common shares, the class G shares, the class J-1 shares, the class J-2 shares, the class L shares and the class M shares, out of which the class L and the class M are non-voting classes of shares, each with a preferential distribution right of six point one per cent (6.1%) of their nominal value plus six point one per cent (6.1%) of the amount by which share premium paid on such shares at subscription thereof, if any, exceeds payment, other than dividends, in respect of such shares, plus six point one per cent (6.1%) of any dividends declared on such shares in respect of prior years the payment of which remains outstanding.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the terms of the shares created in the resolution above and in particular the terms of the Non-Voting Shares concerning their (i) preferential and cumulative distribution rights, and (ii) preferential rights to the reimbursement of their initial contribution without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of liquidation proceeds.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to allocate the existing shares as (i) eight hundred fifty thousand (850,000) common shares and (ii) one hundred sixty-four thousand fifty-two (164,052) class L shares.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of seven thousand five hundred eighty-five United States Dollars (USD 7,585) in order to bring it from its current amount of fifty thousand seven hundred two United States Dollars and sixty cents (USD 50,702.60) to an amount of fifty-eight thousand two hundred eighty-seven United States Dollars and sixty cents (USD 58,287.60) through the issuance of (i) fifty thousand (50,000) class G shares, (ii) thirty-three thousand three hundred thirty-four (33,334) class J-1 shares, (iii) sixty-six thousand six hundred and sixty-six (66,666) class J-2 shares, and (iv) one thousand seven hundred (1,700) class M shares, having a nominal value of five cents (USD 0.05) each.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, Project Orange Limited, a company incorporated and existing under the laws of Gibraltar, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, registered with Registrar of Companies in Gibraltar under number 110694 (Project Orange Limited), duly represented by Régis Galiotto, notary's clerk by virtue of a power of attorney granted under private seal, declares to subscribe to the newly issued class J-1 shares, class J-2 and class M shares and to fully pay it up by way of a contribution in cash in an aggregate amount of one million seven hundred five thousand United States Dollars (USD 1,705,000); which shall be allocated as follows:

(i) an amount of five thousand eighty-five United States Dollars (USD 5,085) to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) an amount of one million six hundred ninety-nine thousand nine hundred fifteen United States Dollars (USD 1,699,915) to the share premium account of the Company.

The aggregate amount of one million seven hundred five thousand United States Dollars (USD 1,705,000)) is at the disposal of the Company, as it has been evidenced to the undersigned notary.

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to the newly issued class G shares and to fully pay it up by way of a contribution in cash in an aggregate amount of two thousand five hundred United States Dollars (USD 2,500), which shall be allocated entirely to the nominal share capital account of the Company.

The aggregate amount of two thousand five hundred United States Dollars (USD 2,500) is at the disposal of the Company, as it has been evidenced to the undersigned notary.

As a result of the above resolution, the Sole Shareholder acknowledges and resolves to agree that the new subscriber is entitled to take part to the vote in relation to the following items of the agenda. As a consequence thereof, the Sole Shareholder and Project Orange Limited are referred hereinafter as the Shareholders.

Fifth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend and fully restate the Articles which will have henceforth the following wording:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "JFI Holdings S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association.

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private company or enterprise. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies or enterprises. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company or enterprise, and, generally, for its own benefit and that of any other company, enterprise or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Definitions

Art. 5. Definitions. In addition to the terms defined elsewhere in these articles of association, the definitions in this article shall apply throughout the articles of association unless the contrary intention appears:

Article(s) means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Class J Shares means the Class J-1 Shares and the Class J-2 Shares collectively;

Class L Dividend and Class L Dividend per Share have the meanings given in Article 18.1 (i);

Class L Dividend Obligation means the total amount of accrued and unpaid Class L Dividends provided under Article 18.1 in respect of all Class L Shares;

Class L Dividend Obligation per Share means the total amount of accrued and unpaid Class L Dividends per Share provided under Article 18.1 in respect of the applicable Class L Share;

Class L Liquidation Preference means the Class L Value plus the Class L Dividend Obligation;

Class L Liquidation Preference per Share means (i) the Class L Value per Share at the time of the Liquidation Event, plus (ii) the Class L Dividend Obligation per Share at such time in respect of the applicable Class L Share;

Class L Share Redemption Amount has the meaning given in Article 8.2;

Class L Value means one hundred sixty-four million fifty-two thousand United States Dollars (USD 164,052,000), plus the aggregate issue price (including nominal value and share premium) for Class L Shares issued on or after August 1, 2013, less for greater certainty any payment (other than dividends) made in respect of the Class L Shares by way of return of capital (nominal value or share premium), redemption or otherwise;

Class L Value per Share means the Class L Value divided by the number of issued and outstanding Class L Shares at the time of determination of Class L Value;

Class M Dividend and Class M Dividend per Share have the meanings given in Article 18.1 (ii);

Class M Dividend Obligation means the total amount of unpaid Class M Dividends provided under Article 18.1 in respect of all Class M Shares;

Class M Dividend Obligation per Share means the total amount of unpaid Class M Dividends per Share provided under Article 18.1 in respect of the applicable Class M Share;

Class M Liquidation Preference means the Class M Value plus the Class M Dividend Obligation;

Class M Liquidation Preference per Share means (i) the Class M Value per Share at the time of the Liquidation Event, plus (ii) the Class M Dividend Obligation per Share at such time in respect of the applicable Class M Share;

Class M Share Redemption Amount has the meaning given in Article 8.3;

Class M Value means the aggregate issue price (including nominal value and share premium) for Class M Shares, less for greater certainty any payment (other than dividends) made in respect of the Class M Shares by way of return of capital (nominal value or share premium), redemption or otherwise;

Class M Value per Share means the Class M Value divided by the number of issued and outstanding Class M Shares at the time of determination of Class M Value;

Liquidation Event means the liquidation, dissolution or winding-up of the affairs of the Company;

Non-Voting Shares has the meaning given in Article 6.1;

Shares means the Class L Shares, Class M Shares, Class J Shares, Class G Shares and the Common Shares;

Shareholders' Agreement means any agreement entered into by and between the Company and any or all of the Shareholders of the Company, as amended from time to time if any;

Subject Dividend means a cash dividend in the amount of seven million United States Dollars (USD 7,000,000), subject to adjustment as set out in any Shareholders Agreement applicable to the Company, to be paid to the holder of the Class J-1 Shares in the event the Support Agreement is terminated for convenience by the Company (or by any successor or assignee) or the Support Agreement is automatically terminated pursuant to the provisions in section 9.1(c)(i) of the Support Agreement. For clarity, the Subject Dividend shall be considered to be payable as of the date of such termination irrespective of the amount of profits and distributable reserves (including share premium) of the Company, subject to applicable law;

Support Agreement means the agreement to be entered into by and between, the Company, D D + S Inc., a corporation incorporated under the laws of the Province of Ontario and Joseph Mimran, an individual residing in the City of Toronto, as amended from time to time, pursuant to which D D + S Inc. and Joseph Mimran will provide support to the Company;

Voting Shares has the meaning given in Article 6.1.

III. Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1. The share capital is set at fifty-eight thousand two hundred eighty-seven United States Dollars and sixty cents (USD 58,287.60), represented by one million one hundred sixty-five thousand seven hundred fifty-two (1,165,752) shares in registered form, having a nominal value of 5 United States Dollar cents (USD 0.05.-) each, divided into:

- (i) one hundred sixty-four thousand fifty-two (164,052) class L preferred non-voting shares (the Class L Shares);
- (ii) one thousand seven hundred (1,700) class M preferred non-voting shares (the Class M Shares and, together with the Class L Shares, are hereinafter collectively called the Non-Voting Shares);
- (iii) thirty-three thousand three hundred thirty-four (33,334) class J-1 shares (the Class J-1 Shares);
- (iv) sixty-six thousand six hundred sixty-six (66,666) class J-2 shares (the Class J-2 Shares);

(v) fifty thousand (50,000) class G shares (the Class G Shares); and

(vi) eight hundred and fifty thousand (850,000) common shares (the Common Shares and, together with the Class J-1 Shares, the Class J-2 Shares and the Class G Shares, are hereinafter collectively called the Voting Shares).

6.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles and the provisions of the Shareholders' Agreement if any.

Art. 7. Shares.

7.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

7.2. The Shares are freely transferable subject to the provisions of the Shareholders' Agreement if any.

7.3. The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.4. A register of Shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

7.5. A Share transfer shall be carried out by the entry in the register of Shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

(i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

(ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

7.6. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a Share transfer.

7.7. The Class L Shares and the Class M Shares shall have preferred cumulative dividends rights and liquidation preference rights which rank senior to the dividends rights and liquidation rights of the holders of any Class J Shares, Class G shares and Common Shares.

Art. 8. Redemption.

8.1. The Company may redeem its own Shares within the limits set out in the Law to the extent contemplated in Article 8.

8.2. The Company, at its discretion and in accordance with the Law, may, upon giving notice as hereinafter provided, redeem the whole or any part of the Class L Shares upon payment for each Class L Share to be redeemed of an amount equal to the Class L Liquidation Preference per Share (the Class L Share Redemption Amount). Unless all the holders of the Class L Shares to be redeemed have waived notice of such redemption, the Company shall give not less than two (2) days' notice in writing of the redemption, specifying the date and place of redemption.

If this notice is given or waived, and the Class L Share Redemption Amount is paid to such holders of Class L Shares, or is deposited with any bank or trust company, as specified in the notice, on or before the date fixed for redemption, the holders of such Class L Shares shall from then on have no rights against the Company in respect of those Class L Shares except to receive payment therefor out of the monies so deposited.

In case only a portion of the outstanding Class L Shares are to be redeemed at any time, the Class L Shares to be redeemed shall be selected proportionately from holders of the Class L Shares, disregarding fractions, and the Board may provide for such adjustments as may be necessary to avoid the redemption of fractions of Class L Shares.

8.3. At any time subsequent to the time at which the initial holder (or any affiliate of the initial holder) of the Class J Shares no longer holds any Class J Shares, the Company, at its discretion and in accordance with the Law, may, provided that no Class L Shares are outstanding, upon giving notice as hereinafter provided, redeem the whole or any part of the Class M Shares upon payment for each Class M Share to be redeemed of an amount equal to the Class M Liquidation Preference per Share (the Class M Share Redemption Amount). Unless all the holders of the Class M Shares to be redeemed have waived notice of such redemption, the Company shall give not less than two (2) days' notice in writing of the redemption, specifying the date and place of redemption.

If this notice is given or waived, and the Class M Share Redemption Amount is paid to such holders of Class M Shares, or is deposited with any bank or trust company, as specified in the notice, on or before the date fixed for redemption, the holders of such Class M Shares shall from then on have no rights against the Company in respect of those Class M Shares except to receive payment therefor out of the monies so deposited.

In case only a portion of the outstanding Class M Shares are to be redeemed at any time, the Class M Shares to be redeemed shall be selected proportionately from holders of the Class M Shares, disregarding fractions, and the Board may provide for such adjustments as may be necessary to avoid the redemption of fractions of Class M Shares.

IV. Management - Representation

Art. 9. Board of directors.

9.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which he represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform his duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

9.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

9.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting.

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have such interest recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

9.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 10. Sole director.

10.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

10.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 11. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

V. Shareholder(s)

Art. 12. General meetings of shareholders.

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). Subject to the provisions of any Shareholders Agreement applicable to the Company, the General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each Voting Share entitles the holder to one (1) vote.

(iii) The Non-Voting Shares do not carry any voting rights. Nevertheless and notwithstanding anything to the contrary foreseen in these Articles, pursuant to article 46 of the Law, the holders of the Non-Voting Shares are entitled to vote on the basis of one vote per share with respect to the following matters in every General Meeting called upon to deal with these matters: (i) the issue of new shares carrying preferential rights, (ii) the determination of the preferential cumulative dividend attached to the Non-Voting Shares, (iii) the conversion of non-voting preferred shares into common shares, (iv) the reduction of the share capital of the Company, (v) any change to the corporate object of the Company, (vi) the issue of convertible bonds by the Company, (vii) the dissolution of the Company or (viii) the transformation of the Company into a company of another legal form.

(iv) Pursuant to article 46 of the Law and notwithstanding anything to the contrary foreseen in these Articles, the holders of the Non-Voting Shares have the same voting rights as the holders of the Voting Shares at all meetings in the event that, despite the existence of profits available for that purpose, the preferential cumulative dividends have not been paid in their entirety for any reason whatsoever for a period of two successive financial years. Such voting rights shall continue until such time as all cumulative dividends shall have been received in full.

(v) Save where the Non-Voting Shares have voting rights by virtue of article 46 of the Law, no account shall be taken of the Non-Voting Shares in determining the conditions as to quorum and majority at any General Meeting.

12.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing not less than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least twenty-one (21) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented subject to the provisions of the Shareholders' Agreement if any.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results

of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 13. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

VI. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and Approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditors to the Company.

14.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditors shall then prepare a report setting out their proposals.

14.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 15. Auditors.

15.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

15.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

15.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

16.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves (including share premium), and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

16.4. The distribution of dividends or any other distributions made by the Company, shall be carried out in accordance with the distribution waterfall specified in section VIII of these Articles.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

17.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the holder of Voting Shares or Non-Voting Shares in proportion to the Shares held by each of them, as follows:

17.2.1. Irrespective of their preferential rights to the reimbursement of their initial contribution, Non-Voting Shares shall have the following rights in the event of a Liquidation Event:

(i) Each holder of outstanding Class L Shares shall be entitled to receive, *pari passu* with the holders of outstanding Class M Shares, but, except as hereinafter provided, in priority to any distribution of the property or assets of the Company to the holders of any other class of Shares, out of the assets of the Company legally available for distribution to the holders of Shares of the capital of the Company an amount per Class L Share in cash equal to the Class L Liquidation Preference per Share. Notwithstanding the foregoing, the Class J-1 Shares shall have priority to the extent of the amount of the Subject Dividend then payable and not fully paid.

(ii) Each holder of outstanding Class M Shares shall be entitled to receive, *pari passu* with the holders of outstanding Class L Shares, but, except as hereinafter provided, in priority to any distribution of the property or assets of the Company to the holders of any other class of Shares, out of the assets of the Company legally available for distribution to the holders of Shares of the capital of the Company, an amount per Class M Share in cash equal to the Class M Liquidation Preference per Share. Notwithstanding the foregoing, the Class J-1 Shares shall have priority to the extent of the amount of the Subject Dividend then payable and not fully paid.

(iii) If, upon any Liquidation Event, the amount available for distribution among the holders of all outstanding Class L Shares and Class M Shares is insufficient to permit the payment of the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference in full, then the amount available for distribution shall be distributed between each such Class ratably in proportion to the amount of the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference, and then in each such Class among the holders of the Class L Shares and Class M Shares, as the case may be, based on the Class L Liquidation Preference per Share and the Class M Liquidation Preference per Share, as the case may be, of such Class L Shares and Class M Shares held by such holders.

(iv) After payment has been made in full as provided in this Article, the Company shall have satisfied its obligations with respect to the Class L Liquidation Preference and Class M Liquidation Preference.

17.2.2. In respect of the Voting Shares:

(i) Subject to the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference, and the priority in respect of any unpaid Subject Dividend in the event that the Subject Dividend has become payable and has not been fully paid prior to the occurrence of a Liquidation Event, each holder of outstanding Class J-1 Shares shall be entitled to receive (i) its share of such unpaid Subject Dividend, and (ii) thereafter, *pari passu* with the holders of outstanding Class J-2 Shares, Class G Shares and Common Shares, ratably the residual assets of the Company upon the occurrence of a Liquidation Event.

(ii) Subject to the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference, and the priority of the Class J-1 Shares in respect of any unpaid Subject Dividend in the event that the Subject Dividend has become payable and has not been fully paid prior to the occurrence of a Liquidation Event, each holder of outstanding Class J-2 Shares shall be entitled to receive, *pari passu* with the holders of outstanding Class J-1 Shares, Class G Shares and the holders of Common Shares, ratably the residual assets of the Company upon the occurrence of a Liquidation Event.

(iii) Subject to the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference, and the priority of the Class J-1 Shares in respect of any unpaid Subject Dividend in the event that the Subject Dividend has become payable and has not been fully paid prior to the occurrence of a Liquidation Event, each holder of outstanding Common Shares shall be entitled to receive, *pari passu* with the holders of outstanding Class J Shares and Class G Shares, ratably the residual assets of the Company upon the occurrence of a Liquidation Event.

(iv) Subject to the Class L Liquidation Preference and the Class M Liquidation Preference, and the priority of the Class J-1 Shares in respect of any unpaid Subject Dividend in the event that the Subject Dividend has become payable and has not been fully paid prior to the occurrence of a Liquidation Event, each holder of outstanding Class G Shares shall be entitled to receive, *pari passu* with the holders of outstanding Common Shares and Class J Shares, ratably the residual assets of the Company upon the occurrence of a Liquidation Event

VIII. Distributions

Art. 18. Distributions - Waterfall.

18.1. Any distributions made by the Company, from funds available to the Company and taking into account the amounts available to the applicable classes of Shares for distribution pursuant to the Law and these Articles, (including, but not limited to a distribution made on liquidation, dissolution or winding up of the Company), must be made in the following order of preference, such distribution waterfall only applying to Shares in issue at the date of distribution:

(i) First, the holders of Class L Shares, in priority to the holders of Class M Shares, Class J Shares (except as set out below in Article 18.1(iv)), Class G Shares and Common Shares, shall be entitled to receive a cumulative aggregate cash dividend (the Class L Dividend) calculated on a *per diem* basis by applying an annual rate of six point one per cent (6.1%) of their nominal value plus six point one per cent (6.1%) of the amount by which share premium paid on such shares at subscription thereof, if any, exceeds payment, other than dividends, in respect of such shares, plus six point one per cent

(6.1%) of any dividends declared on such shares in respect of prior years the payment of which remains outstanding. "Class L Dividend per Share" means the portion of the Class L Dividend pertaining to the applicable Class L Share.

No dividend shall at any time be declared and paid or set apart for payment on the Class M Shares, the Class J Shares, the Class G Shares and the Common Shares, or any other classes of shares of the Company, other than Class J-1 Shares as provided under Article 18.1(iv) only, unless and until the above referenced dividend on all Class L Shares outstanding has been declared and paid with respect to each prior annual payment and any other date on which such dividends were payable on Class L Shares outstanding;

(ii) Second, subject to the Class L Dividend Obligation, the holders of Class M Shares, in priority to the holders of Class J Shares (except as set out below in Article 18.1(iv)), the Class G Shares and the Common Shares, shall be entitled to receive a cumulative aggregate cash dividends (the Class M Dividend), up to 6.1% per annum calculated on a per diem basis and based on their nominal value plus six point one per cent (6.1%) of the amount by which share premium paid on such shares at subscription thereof, if any, exceeds payment, other than dividends, in respect of such shares, plus six point one per cent (6.1%) of any dividends declared on such shares in respect of prior years the payment of which remains outstanding. "Class M Dividend per Share" means the Class M Dividend divided by the number of issued and outstanding Class M Shares at the time of the Class M Dividend.

No dividend shall at any time be declared and paid or set apart for payment on the Common Shares, the Class G Shares, the Class J shares or any other classes of shares of the Company except for Class L Shares and Class J-1 Shares as provided in Article 18.1(iv) only, unless and until all Class M Dividends have been paid. For the avoidance of doubt, no Class M Dividend shall be paid unless the payment of any outstanding Class L Dividend Obligation has been fully satisfied.

(iii) Third, subject to the Class L Dividend Obligation and the Class M Dividend Obligation (except as hereinafter provided), the holders of Class J-1 Shares, Class J-2 Shares, Class G Shares and Common Shares shall be entitled to participate in the property, profits and surplus assets of the Company, and for that purpose, to receive any dividends payable in cash, in kind, or by way of issuance of fully paid shares at such times and in such manner as the General Meeting may determine in its discretion share-for-share among the holders of all such three classes of shares. For the avoidance of doubt, no dividend shall be paid on the Class J-1 Shares, the Class J-2 Shares, the Class G Shares or the Common Shares unless the payment of any outstanding Class L Dividend Obligation and Class M Dividend Obligation have been fully satisfied; provided that the foregoing shall in no way limit the payment or priority of the Subject Dividend pursuant to Article 18.1(iv).

(iv) In addition to the dividends otherwise provided under this Article 18, holders of Class J-1 Shares shall be entitled to the Subject Dividend payable in cash.

IX. General provision

Art. 19. General Provision.

19.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

19.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

19.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

19.5. In the event of distribution of property and assets other than cash pursuant to any provision of these Articles, the valuation of such property and assets shall be determined in good faith by the Board.

19.6. Notwithstanding any other provision in these Articles, in the event that any of the Class J-1 Shares, the Class J-2 Shares, the Class G Shares or the Common Shares are at any time hereafter subdivided, consolidated, reclassified or otherwise changed, an equivalent proportional adjustment shall be made (and if not made, shall be deemed to have been made) in the rights, privileges, restrictions and conditions, respectively, attaching to all of the Class J-1 Shares, the Class J-2 Shares, Class G Shares and the Common Shares so as to maintain and preserve the relative rights of the holders of each of the said classes of shares."

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend the share register of the Company to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company to proceed on behalf of the Company with the necessary amendments to the share register of the Company.

Estimate of Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand seven hundred Euros (EUR 2,700.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treizième jour du mois de novembre,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de JFI Holdings S.A., une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 8-10 Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174725 (la Société).

La Société a été constituée le 16 janvier 2013 suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 647 du 16 mars 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, le notaire instrumentant, le 7 novembre 2013, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A COMPARU

Glenhuron Finance Company GmbH, une société constituée et existant selon les lois de Suisse, dont le siège social se situe Grabenstrasse 15, 8200 Schaffhausen, Suisse, immatriculée au Registre de Commerce du Canton de Schaffhausen sous le numéro CH-020.4.043.522-9 (l'Actionnaire Unique),

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier auprès de l'enregistrement.

L'Actionnaire Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. qu'il possède toutes les actions émises dans le capital social de la Société;

II. que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant;

1. création de six (6) classes d'actions, c.-à-d. les actions ordinaires, les actions de classe G, les actions de classe J-1, les actions de classe J-2, les actions de classe L et les actions de classe M, dont les classes L et M sont des classes d'actions sans droit de vote, chacune avec un droit préférentiel et cumulatif de distribution de six virgule un pour cent (6,1%) de leur valeur nominale plus six virgule un pour cent (6,1%) du montant par lequel la prime d'émission payées pour ces actions à leur souscription, s'il y en a, dépasse le paiement, autre que des dividendes, en ce qui concerne ces actions, plus six virgule un pour cent (6,1%) des dividendes déclarés pour ces actions lors d'exercices précédents dont le paiement reste dû (les Actions sans Droit de Vote);

2. approbation des termes des actions créées à la résolution 1 ci-dessus, en particulier les termes des Actions sans Droit de Vote relatifs à (i) leur droit préférentiel et cumulatif de distribution et (ii) leur droit préférentiel au remboursement de leur apport initial sans préjudice de tout droit qui peut leur être accordé dans la liquidation du boni de liquidation;

3. affectation des actions existantes comme (i) huit cent cinquante mille (850.000) actions ordinaires et (ii) cent soixante-quatre mille cinquante-deux (164.052) actions de classe L;

4. augmentation du capital social de la Société d'un montant de sept mille cinq cent quatre-vingt-cinq dollars américains (USD 7.585) afin de le porter de son montant actuel de cinquante mille sept cent deux dollars américains et soixante cents (USD 50.702,60) au montant de cinquante-huit mille deux cent quatre-vingt-sept dollars américains et soixante cents (USD 58.287,60) par l'émission de (a) cinquante mille (50.000) actions de classe G, trente-trois mille trois cent trente-quatre (33.334) actions de classe J-1, (c) soixante-six mille six cent soixante-six (66.666) actions de classe J-2, et (d) mille sept cents (1.700) actions de classe M, ayant une valeur nominale de cinq cents (USD 0,05) chacune;

5. modification et refonte totale des Statuts afin de refléter la création des classes d'actions, les droits des Actions sans Droit de Vote et l'augmentation du capital social mentionnés ci-dessus;

6. modification du registre des actions de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société afin de procéder pour le compte de la Société aux modifications nécessaires dans le registre des actions; et

7. effectuer tous les actes quels qu'ils soient pour donner effet à ce qui précède.

III. L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de créer six (6) classes d'actions, c.-à-d. les actions ordinaires, les actions de classe G, les actions de classe J-1, les actions de classe J-2, les actions de classe L et les actions de classe M, dont les classes L et M sont des classes d'actions sans droit de vote, chacune avec un droit préférentiel de distribution de six virgule un pour cent (6,1%) de leur valeur nominale plus six virgule un pour cent (6,1%) du montant par lequel la prime d'émission payées pour ces actions à leur souscription, s'il y en a, dépasse le paiement, autre que des dividendes, en ce qui concerne ces actions, plus six virgule un pour cent (6,1%) des dividendes déclarés pour ces actions lors d'exercices précédents dont le paiement reste dû.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver les termes des actions créées à la résolution ci-dessus, en particulier les termes des Actions sans Droit de Vote relatifs à (i) leur droit préférentiel et cumulatif de distribution et (ii) leur droit préférentiel au remboursement de leur apport initial sans préjudice de tout droit qui peut leur être accordé dans la liquidation du boni de liquidation.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'affecter les actions existantes comme (i) huit cent cinquante mille (850.000) actions ordinaires et (ii) cent soixante-quatre mille cinquante-deux (164.052) actions de classe L.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept mille cinq cent quatre-vingt-cinq dollars américains (USD 7.585) afin de le porter de son montant actuel de cinquante mille sept cent deux dollars américains et soixante cents (USD 50.702,60) au montant de cinquante-huit mille deux cent quatre-vingt-sept dollars américains et soixante cents (USD 58.287,60) par l'émission de (a) cinquante mille (50.000) actions de classe G, trente-trois mille trois cent trente-quatre (33.334) actions de classe J-1, (c) soixante-six mille six cent soixante-six (66.666) actions de classe J-2, et (d) mille sept cents (1.700) actions de classe M, ayant une valeur nominale de cinq cents (USD 0,05) chacune.

Intervention - Souscription - Paiement

Sur ces faits, Project Orange Limited une société constituée et existant selon les lois de Gibraltar, dont le siège social se situe 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, immatriculée au Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 110694, dument représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire aux actions de classe J-1, de classe J-2 et de classe M nouvellement émises et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant total de un million sept cent cinq mille dollars américains (USD 1.705.000), qui sera affecté de la manière suivante:

(i) un montant de cinq mille quatre-vingt-cinq dollars américains (USD 5.085) au compte de capital social nominal de la Société; et

(ii) un montant de un million six cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quinze dollars américains (USD 1.699.915) au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant total de un million sept cent cinq mille dollars américains (USD 1.705.000) est à la disposition de la Société comme il l'a été prouvé au notaire instrumentant.

Sur ces faits, l'Actionnaire Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus déclare souscrire aux actions de classe G nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire d'un montant total de deux mille cinq cents dollars américains (USD 2.500) qui sera entièrement affecté au compte de capital social nominal de la Société.

Le montant total de deux mille cinq cents dollars américains (USD 2.500) est à la disposition de la Société comme il l'a été prouvé au notaire instrumentant.

En conséquence de la résolution qui précède, l'Actionnaire Unique prend acte et décide d'accepter que le nouveau souscripteur prenne part au vote concernant les points suivants de l'ordre du jour. En conséquence, l'Actionnaire Unique et Project Orange Limited sont désignés ci-après comme les Actionnaires.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Actionnaires décident de modifier et refondre intégralement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "JFI Holdings S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Définitions

Art. 5. Définitions. En plus des termes définis ailleurs dans les présents statuts, les définitions de cet article s'appliqueront dans ces statuts sauf intention contraire:

Statuts signifie les statuts de la Société, tels que modifiés de temps à autre;

Actions de Classe J signifie les Actions de Classe J-1 et les Actions de Classe J-2;

Dividende de Classe L et Dividende de Classe L par Action ont la signification définie à l'Article 18.1 (i);

Obligation de Dividende de Classe L signifie le montant total des Dividendes de Classe L accumulés et non payés prévus à l'Article 18.1 pour toutes les Actions de Classe L;

Obligation de Dividende de Classe L par Action signifie le montant total des Dividendes de Classe L par Action prévus à l'Article 18.1 pour l'Action de Classe L applicable;

Privilège de Liquidation de Classe L signifie la Valeur de Classe L plus l'Obligation de Dividende de Classe L;

Privilège de Liquidation de Classe L par Action signifie (i) la Valeur de Classe L par Action au moment d'un Événement de Liquidation plus (ii) l'Obligation de Dividende de Classe L par Action à ce moment pour l'Action de Classe L applicable;

Montant du Rachat d'Actions de Classe L a la signification attribuée à l'Article 8.2;

Valeur de Classe L signifie cent soixante-quatre millions cinquante-deux mille dollars américains (USD 164.052.000) plus le prix d'émission total (comprenant la valeur nominale et la prime d'émission) des Actions de Classe L émises le ou après le 1er août 2013, moins tout paiement (autres que les dividendes) effectué en ce qui concerne les Actions de Classe L par remboursement de capital (valeur nominale ou prime d'émission), rachat ou autrement;

Valeur de Classe L par Action signifie la Valeur de Classe L divisée par le nombre d'Actions de Classe L émises et en circulation au moment de la détermination de la Valeur de Classe L;

Dividende de Classe M et Dividende de Classe M par Action ont la signification définie à l'Article 18.1 (ii);

Obligation de Dividende de Classe M signifie le montant total des Dividendes de Classe M accumulés et non payés prévus à l'Article 18.1 pour toutes les Actions de Classe M;

Obligation de Dividende de Classe M par Action signifie le montant total des Dividendes de Classe M par Action prévus à l'Article 18.1 pour l' Action de Classe M applicable;

Privilège de Liquidation de Classe M signifie la Valeur de Classe M plus l'Obligation de Dividende de Classe M;

Privilège de Liquidation de Classe M par Action signifie (i) la Valeur de Classe M par Action au moment d'un Evénement de Liquidation plus (ii) l'Obligation de Dividende de Classe M par Action à ce moment pour l'Action de Classe M applicable;

Montant du Rachat d'Actions de Classe M a la signification attribuée à l'Article 8.3;

Valeur de Classe M signifie le prix d'émission total (comprenant la valeur nominale et la prime d'émission) des Actions de Classe M, moins tout paiement (autres que les dividendes) effectué en ce qui concerne les Actions de Classe M par remboursement de capital (valeur nominale ou prime d'émission), rachat ou autrement;

Valeur de Classe M par Action signifie la Valeur de Classe M divisée par le nombre d'Actions de Classe M émises et en circulation au moment de la détermination de la Valeur de Classe M

Evénement de Liquidation signifie la liquidation et dissolution des affaires de la Société;

Actions sans Droit de Vote a la signification attribuée à l'Article 6.1;

Actions signifie les Actions de Classe L, les Actions de Classe M, les Actions de Classe J, les Actions de Classe G et les Actions Ordinaires;

Pacte d'Actionnaires signifie tout contrat conclu entre la Société et un ou tous les Actionnaires de la Société, tel que modifié de temps à autre;

Dividende Soumis signifie un dividende en espèces d'un montant de sept millions de dollars américains (USD 7.000.000), sous réserve d'ajustement tel que défini dans un Pacte d'Actionnaires applicable à la Société, à payer au détenteur des Actions de Classe J-1 au cas où le Contrat d'Assistance est résilié à la convenance de la Société (ou de son successeur ou cessionnaire) ou que le Contrat d'Assistance est automatiquement résilié en vertu des stipulations de la section 9.1 (c)(i) du Contrat d'Assistance. Afin d'être clair, le Dividende Soumis sera considéré comme exigible à partir de la date de résiliation quel que soit le montant des bénéfices et des réserves distribuables (en ce compris la prime d'émission) de la Société, sous réserve du droit applicable;

Contrat d'Assistance signifie le contrat qui sera conclu entre la Société, D D + S Inc., une société constituée en vertu des lois de la Province d'Ontario et Joseph Mimran, une personne physique de résidence dans la ville de Toronto, tel que modifié de temps à autre, en vertu duquel D D + S Inc. et Joseph Mimran assisteront la Société;

Actions avec Droit de Vote aura la signification attribuée à l'Article 6.1.

III. Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social est fixé à cinquante-huit mille deux cent quatre-vingt-sept dollars américains et soixante cents (USD 58.287,60), représenté par un million cent soixante-cinq mille sept cent cinquante-deux (1.165.752) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cinq cents de dollar américain (USD 0,05) chacune, divisé en:

(i) cent soixante-quatre mille cinquante-deux (164.052) actions privilégiées sans droit de vote de classe L (les Actions de Classe L);

(ii) mille sept cents (1.700) actions privilégiées sans droit de vote de classe M (les Actions de Classe M, et avec les Actions de Classe L, collectivement désignées ci-après comme les Actions sans Droit de Vote);

(iii) trente-trois mille trois cent trente-quatre (33.334) actions de classe J-1 (les Actions de Classe J-1);

(iv) soixante-six mille six cent soixante-six (66.666) actions de classe J-2 (les Actions de Classe J-2);

(v) cinquante mille (50.000) actions de classe G (les Actions de Classe G); et

(vi) huit cent cinquante mille (850.000) actions ordinaires (les Actions Ordinaires et avec les Actions de Classe J-1, les Actions de Classe J-2 et les Actions de Classe G, collectivement désignées ci-après comme les Actions avec Droit de Vote).

6.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts et les stipulations du Pacte d'Actionnaires, s'il y en a un.

Art. 7. Actions.

7.1. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

7.2. Les Actions sont librement cessibles sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaires s'il y en a un.

7.3. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

7.4. Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

7.5. Une cession d'Actions s'opère par la mention sur le registre des actions d'une déclaration de transfert, dûment datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) par un quelconque mandataire de la Société, suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'Article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

7.6. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'actions.

7.7. Les Actions de Classe L et les Actions de Classe M auront des droits privilégiés cumulatifs aux dividendes et privilège de liquidation qui se classeront avant les droits aux dividendes et droits de liquidation des détenteurs de toutes Actions de Classe J, des Actions de Classe G et des Actions Ordinaires.

Art. 8. Rachat.

8.1. La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi si c'est prévu à cet Article 8.

8.2. La Société, à sa discrétion et conformément à la Loi, peut, en notifiant tel que prévu ci-après racheter la totalité ou une partie des Actions de Classe L avec paiement pour chaque Action de Classe L à racheter d'un montant égal au Privilège de Liquidation de Classe L par Actions (le Montant du Rachat d'Actions de Classe L). Sauf si tous les détenteurs d'Actions de Classe L à racheter ont renoncé à l'avis de ce rachat, la Société donnera un avis par écrit pas moins de deux (2) jours avant le rachat, en précisant la date et le lieu de rachat.

Si cet avis est donné ou abandonné et que le Montant du Rachat d'Actions de Classe L est payé aux détenteurs des Actions de Classe L ou est déposé dans une banque ou fiducie, comme l'indique l'avis, à la date ou avant la date fixé du rachat, les détenteurs de ces Actions de Classe L n'auront, à partir de ce moment, aucun droit contre la Société en ce qui concerne ces Actions de Classe L sauf celui de recevoir le paiement des sommes ainsi déposées.

Au cas où seulement une partie des Actions de Classe L en circulation sera rachetée à tout moment, les Actions de Classe L à racheter seront sélectionnées proportionnellement parmi tous les détenteurs des Actions de Classe L, sans tenir compte des fractions, et le Conseil peut prévoir de tels ajustements nécessaires pour éviter le rachat de fractions d'Actions de Classe L.

8.3. A tout moment après le moment où le détenteur initial (ou son affilié) des Actions de Classe J ne possède plus d'Actions de Classe J, la Société, à sa discrétion et conformément à la Loi, peut, à condition qu'il n'y ait plus d'Actions de Classe L en circulation, en notifiant tel que prévu ci-après, racheter la totalité ou une partie des Actions de Classe M avec paiement pour chaque Action de Classe M à racheter d'un montant égal au Privilège de Liquidation de Classe M par Actions (le Montant du Rachat d'Actions de Classe M). Sauf si tous les détenteurs d'Actions de Classe M à racheter ont renoncé à l'avis de ce rachat, la Société donnera un avis par écrit pas moins de deux (2) jours avant le rachat, en précisant la date et le lieu de rachat.

Si cet avis est donné ou abandonné et que le Montant du Rachat d'Actions de Classe M est payé aux détenteurs des Actions de Classe M ou est déposé dans une banque ou fiducie, comme l'indique l'avis, à la date ou avant la date fixé du rachat, les détenteurs de ces Actions de Classe M n'auront, à partir de ce moment, aucun droit contre la Société en ce qui concerne ces Actions de Classe M sauf celui de recevoir le paiement des sommes ainsi déposées.

Au cas où seulement une partie des Actions de Classe M en circulation sera rachetée à tout moment, les Actions de Classe M à racheter seront sélectionnées proportionnellement parmi tous les détenteurs des Actions de Classe M, sans tenir compte des fractions, et le Conseil peut prévoir de tels ajustements nécessaires afin d'éviter le rachat de fractions d'Actions de Classe M.

IV. Gestion - Représentation

Art. 9. Conseil d'administration.

9.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux

mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

9.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion.

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

9.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 10. Administrateur unique.

10.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

10.2. Les transactions conclues par la Société qui entrent en conflit avec l'intérêt de son administrateur unique doivent être inscrites dans des procès-verbaux. Ceci ne s'applique pas aux transactions courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 11. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

V. Actionnaire(s)

Art. 12. Assemblée générale des actionnaires.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). Sous réserve des stipulations d'un Pacte d'Actionnaires applicable à la Société, l'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque Action avec Droit de Vote donne droit à un (1) vote.

(iii) Les Actions sans Droit de Vote ne comportent pas de droits de vote. Néanmoins et nonobstant toute clause contraire de ces Statuts, en vertu de l'Article 46 de la Loi, les détenteurs des Actions sans Droit de Vote peuvent voter sur base d'un vote par Action pour les questions suivantes à chaque Assemblée Générale convoquée pour traiter de ces questions: (i) l'émission de nouvelles actions donnant des droits préférentiels, (ii) la détermination du dividende cumulatif préférentiel rattaché aux Actions sans Droit de Vote, (iv) la réduction du capital social de la Société, (v) tout changement à l'objet social de la Société, (vi) l'émission d'obligations convertibles de la Société, (vii) la dissolution de la Société ou (viii) la transformation de la Société en une société d'une autre forme juridique.

(iv) En vertu de l'Article 46 de la Loi, et nonobstant toute clause contraire des Statuts, les détenteurs des Actions sans Droit de Vote ont les mêmes droits de vote que les détenteurs des Actions avec Droit de Vote à toutes les assemblées au cas où, malgré l'existence de bénéfices disponibles à cet effet, les dividendes cumulatifs préférentiels n'ont pas été payés dans leur intégralité pour une quelconque raison depuis une période de deux exercices sociaux successifs. Ces droits de vote survivront jusqu'au moment où tous les dividendes cumulatifs auront été intégralement perçus.

(v) Sauf quand les Actions sans Droit de Vote ont droit de vote en vertu de l'article 46 de la Loi, les Actions sans Droit de Vote ne seront pas prises en compte pour la détermination des conditions de quorum ou de majorité à une Assemblée Générale.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant plus de dix pour cent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins vingt-et-un (21) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaires s'il y en a un.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la

réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 13. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

- (i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et
- (iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

VI. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

14.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

14.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

15.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

15.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais ledit mandat peut être renouvelé.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux détenteurs des Actions avec Droit de Vote ou des Actions sans Droit de Vote proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux, comme suit:

17.2.1 Sans tenir compte de leurs droits préférentiels au remboursement de leur apport initial, les Actions sans Droit de Vote auront les droits suivants en cas d'Évènement de Liquidation:

(i) chaque détenteur des Actions de Classe L en circulation aura le droit de recevoir, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe M en circulation, mais sauf cas prévu ci-après, avant toute distribution des biens et actifs de la Société aux autres classes d'Actions, sur les actifs légalement disponibles à la distribution aux détenteurs des Actions du capital de la Société un montant par Action de Classe L en espèce égal au Privilège de Liquidation de Classe L par Action. Nonobstant ce qui précède, les Actions de Classe J-1 seront prioritaires dans la limite du montant du Dividende Soumis alors payable et pas entièrement versé.

(ii) Chaque détenteur des Actions de Classe M en circulation aura le droit de recevoir, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe L en circulation, mais sauf cas prévu ci-après, avant toute distribution des biens et actifs de la Société aux autres classes d'Actions, sur les actifs légalement disponibles à la distribution aux détenteurs des Actions du capital de la Société un montant par Action de Classe M en espèce égal au Privilège de Liquidation de Classe M par Action. Nonobstant ce qui précède, les Actions de Classe J-1 seront prioritaires dans la limite du montant du Dividende Soumis alors payable et pas entièrement versé.

(iii) Si au moment d'un Évènement de Liquidation, le montant disponible à la distribution aux détenteurs de toutes les Actions de Classe L et de Classe M est insuffisant pour permettre le paiement intégral du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M, alors le montant disponible à la distribution sera distribué à chaque classe proportionnellement au montant du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M, et ensuite dans chaque classe parmi les détenteurs des Actions de Classe L et des Actions de Classe M, le cas échéant, sur base du Privilège de Liquidation de Classe L par Action et du Privilège de Liquidation de Classe M par Action, le cas échéant, de ces Actions de Classe L et Actions de Classe M possédées par ces détenteurs.

(iv) Après le paiement intégral tel que prévu à cet Article, la Société aura satisfait ses obligations concernant le Privilège de Liquidation de Classe L et le Privilège de Liquidation de Classe M.

17.2.2 En ce qui concerne les Actions avec Droit de Vote:

(i) sous réserve du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M et de la priorité de tout Dividende Soumis non payé si ce dernier est devenu exigible et n'a pas été intégralement payé avant qu'un Évènement de Liquidation ne survienne, chaque détenteur d'Actions de Classe J-1 en circulation aura droit de recevoir (i) sa part du Dividende Soumis non payé et (ii) ensuite, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe J-2, de Classe G et les Actions Ordinaires, au pro rata les actifs résiduels de la Société à la survenance d'un Évènement de Liquidation.

(ii) Sous réserve du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M et de la priorité des Actions de Classe J-1 pour tout Dividende Soumis non payé si celui-ci est devenu exigible et n'a pas été intégralement payé avant qu'un Évènement de Liquidation ne survienne, chaque détenteur d'Actions de Classe J-2 en circulation aura droit de recevoir, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe J-1, de Classe G et les Actions Ordinaires, au pro rata les actifs résiduels de la Société à la survenance d'un Évènement de Liquidation.

(iii) Sous réserve du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M et de la priorité des Actions de Classe J-1 pour tout Dividende Soumis non payé si ce dernier est devenu exigible et n'a pas été intégralement payé avant qu'un Évènement de Liquidation ne survienne, chaque détenteur d'Actions Ordinaires en circulation aura droit de recevoir, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe J, et des Actions de Classe G, au pro rata les actifs résiduels de la Société à la survenance d'un Évènement de Liquidation.

(iv) Sous réserve du Privilège de Liquidation de Classe L et du Privilège de Liquidation de Classe M et de la priorité des Actions de Classe J-1 pour tout Dividende Soumis non payé si ce dernier est devenu exigible et n'a pas été intégralement payé avant qu'un Évènement de Liquidation ne survienne, chaque détenteur d'Actions de Classe G en circulation aura droit de recevoir, pari passu avec les détenteurs des Actions de Classe J, et des Actions Ordinaires, au pro rata les actifs résiduels de la Société à la survenance d'un Évènement de Liquidation.

VIII. Distributions

Art. 18. Distributions - Cascade.

18.1. Quelles que soient les distributions effectuées par la Société à partir de fonds dont la Société dispose et en tenant compte des montants à disposition des classes d'Actions pour une distribution en vertu de la Loi et des Statuts, (en ce compris mais sans se limiter à une distribution faite à la liquidation ou dissolution de la Société) doit s'effectuer dans l'ordre de préférence suivant, à noter que cette distribution en cascade ne s'applique qu'aux Actions émises à la date de distribution:

(i) Premièrement, les détenteurs des Actions de Classe L, avant les détenteurs des Actions de Classe M, des Actions de Classe J (à l'exception de ce qui est défini ci-dessous à l'Article 18.1(iv)), des Actions de Classe G et des Actions Ordinaires, auront droit de recevoir un dividende en espèces total et cumulatif (le Dividende de Classe L) calculé quotidiennement en appliquant le taux de six virgule un pour cent (6,1%) à leur valeur nominale plus six virgule un pour cent (6,1%) du montant par lequel la prime d'émission payées pour ces actions à leur souscription, s'il y en a, dépasse le paiement, autre que des dividendes, en ce qui concerne ces actions, plus six virgule un pour cent (6,1%) des dividendes déclarés pour ces actions lors d'exercices précédents dont le paiement reste dû. Le Dividende de Classe L par Action signifie la portion du Dividende de Classe L se rapportant à l'Action de Classe L applicable.

Aucun dividende ne sera déclaré ni payé ni réservé à un moment pour les Actions de Classe M, les Actions de Classe J, les Actions de Classe G et les Actions Ordinaires ou toutes autres classes d'actions de la Société, sauf uniquement aux Actions de Classe J-1 tel que prévu à l'Article 18.1 (iv), jusqu'à ce que le dividende référencé ci-dessus des Actions de Classe L en circulation ait été déclaré et payé en ce qui concerne chaque paiement annuel antérieur et toute autre date à laquelle ces dividendes étaient dus pour les Actions de Classe L;

(ii) Deuxièmement, sous réserve de l'Obligation de Dividende de Classe L, les détenteurs d'Actions de Classe M, avant les détenteurs des Actions de Classe J (à l'exception de ce qui est défini ci-dessous à l'Article 18.1(iv)), des Actions de Classe G et des Actions Ordinaires, auront droit de recevoir un dividende en espèces total et cumulatif (le Dividende de Classe M) jusqu'à six virgule un pour cent (6,1%) par an calculé quotidiennement et basé sur leur valeur nominale plus six virgule un pour cent (6,1%) du montant par lequel la prime d'émission payées pour ces actions à leur souscription, s'il y en a, dépasse le paiement, autre que des dividendes, en ce qui concerne ces actions, plus six virgule un pour cent (6,1%) des dividendes déclarés pour ces actions lors d'exercices précédents dont le paiement reste dû. Le Dividende de Classe M par Action signifie le Dividende de Classe M divisé par les Actions de Classe M émises et en circulation au moment du Dividende de Classe M.

Aucun dividende ne sera déclaré ni payé ni réservé à un moment pour les Actions Ordinaires, les Actions de Classe G et les Actions de Classe J ou toutes autres classes d'actions de la Société, sauf uniquement aux Actions de Classe L et Actions de Classe J-1 tel que prévu à l'Article 18.1 (iv), jusqu'à ce que tous les Dividendes de Classe M aient été payés. En tout état de cause, aucun Dividende de Classe M ne sera payé sauf si le paiement de toute Obligation de Dividende de Classe L a été pleinement satisfait.

(iii) Troisièmement, sous réserve de l'Obligation de Dividende de Classe L et l'Obligation de Dividende de Classe M (sauf disposition ci-dessous), les détenteurs d'Actions de Classe J-1, d'Actions de Classe J-2, d'Actions de Classe G et d'Actions Ordinaires seront habilités à participer aux biens, bénéfices et excédents d'actifs et à cette fin, de recevoir des dividendes en espèces, en nature ou par voie d'émission d'actions entièrement libérées aux moments et de la manière que l'Assemblée Générale pourra à sa discrétion déterminer action-pour-action parmi les détenteurs de ces trois classes d'actions. En tout état de cause, aucun dividende ne sera versé sur les Actions de Classe J-1, les Actions de Classe J-2, les Actions de Classe G et les Actions Ordinaires sauf si le paiement de toute Obligation de Dividende de Classe L et de toute Obligation de Dividende de Classe M a été pleinement satisfait; à condition que ce qui précède ne limite en aucun cas le paiement ou la priorité du Dividende Soumis en vertu de l'Article 18.1(iv).

(iv) En plus des dividendes prévus par cet article 18, les détenteurs d'Actions de Classe J-1 auront droit de recevoir le Dividende Soumis en espèces.

IX. Dispositions générales

19.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

19.5. En cas de distribution de biens ou d'actifs autrement qu'en espèces, en vertu d'une stipulation de ces Statuts, l'estimation de ces biens ou actifs sera déterminée en toute bonne foi par le Conseil.

19.6. Nonobstant toute autre stipulation de ces Statuts, si une des Actions de Classe J-1, des Actions de Classe J-2, des Actions de Classe G ou des Actions Ordinaires est à un moment ultérieurement subdivisée, consolidée, reclassée ou changée d'une autre manière, un ajustement proportionnel équivalent sera effectué (et si ce n'est pas le cas, sera considéré comme avoir été fait) aux droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés à toutes les Actions de Classe J-1, les Actions de Classe J-2, les Actions de Classe G et les Actions Ordinaires afin de maintenir et préserver les droits des détenteurs de chacune des dites classes d'Actions.»

Sixième résolution

Les Actionnaires décident de modifier le registre des actions de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société afin de procéder pour le compte de la Société aux modifications nécessaires dans le registre des actions.

Estimation des Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ deux mille sept cents Euros (EUR 2.700.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé ensemble, avec le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2013. Relation: LAC/2013/52767.

Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170285/1107.

(130207638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Proudreed Properties France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 182.488.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of December.

Before Us, Maître Karine Reuter, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg today by the undersigned notary, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, under registration process with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, here represented by En LEE.

private employee, with professional address at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a power of attorney given under private seal in Luxembourg on 2nd December 2013.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Proudreed Properties France S.à r.l." (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the sole manager or the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the sole manager or the board of managers. Where the sole manager or the board of managers determine that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments

issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and issues of debtor equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect itself against credit risk, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which directly or indirectly favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by five hundred (500) ordinary shares, in registered form, having a par value of twenty-five euro (EUR 25), all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's shares are indivisible and the Company recognises only one owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders. Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties. Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders, which sets the term of their office. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers (the Board) composed of one or more class A manager(s) and one or more class B manager(s). The manager(s) need not be shareholder(s).

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the sole manager or the Board, who have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the sole manager or the Board.

Art. 9. Procedure.

9.1. The Board meets as often as required by the corporate interest or upon request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle, is in Luxembourg.

9.2. Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

9.3. No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

9.4. A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

9.5. The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting and, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers, in one or several counterparts, all of which taken together constitute one and the same document, are valid and binding as if passed at a meeting duly convened and held and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Art. 10. Representation.

10.1 Where the Company is managed by a Board, the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any class A manager together with any class B manager, except for matters of daily management and all matters not exceeding five thousand euro (EUR 5,000) for which the sole signature of either a manager A or B is sufficient.

10.2 Where the Company has a sole manager, the Company is bound towards third parties by the signature of the latter.

10.3 The Company is also bound towards third parties by any person(s) to whom such special powers have been delegated.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1 The managers cannot, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment (i) complies with the Articles and the Law and (ii) was made in good faith and was reasonably believed by such manager to be in the best interests of the Company at the time such commitment was made.

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. Resolutions of the shareholders are adopted at general meetings of shareholders (the General Meeting(s)) or by way of circular resolutions (the Circular Resolutions).

12.2. Where resolutions are to be adopted by way of Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. The shareholders cast their vote by signing, in one or several counterparts, the Circular Resolutions, all of which taken together constitute one and the same document.

12.3. Where the Company has one shareholder, the latter exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

12.4. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Each share entitles to one vote.

Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting procedures.

13.1. The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or of shareholders representing more than one-half of the share capital.

13.2. Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

13.3. General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

13.4. If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

13.5. A shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

13.6. Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

13.7. The Articles are only amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

13.8. Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 14. Financial year and Annual general meeting of shareholders.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of the each year.

14.2. Each year, the sole manager or the Board must prepare the balance sheet and the profit and loss account in accordance with the Law, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

14.5 Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a General Meeting, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 15. Réviseur d'entreprises.

15.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseur(s) d'entreprises, when so required by law.

15.2. The shareholders appoint the réviseur(s) d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseur(s) d'entreprises may be re-elected.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2 The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

16.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim financial accounts are drawn up by the sole manager or by the Board, and to the extent the Company has appointed one or several réviseur(s) d'entreprises, these interim financial accounts must be verified by such réviseur(s) d'entreprises;

(ii) these interim financial accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the sole shareholder or by the shareholders within two (2) months from the date the interim financial accounts have been drawn up;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

Art. 17. Dissolution.

17.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders adopted by one-half of the shareholders holding three-quarters of the share capital. The sole shareholder or the shareholders must appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and must determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholder(s), the liquidator(s) has (have) the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2 The surplus remaining after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

Art. 18. General.

18.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or by any other generally accepted means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided that signatures in electronic form fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. In case of circular resolutions, signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution.

18.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable legal provisions, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription - Payment

Thereupon,

Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l. prenamed and represented as stated above, subscribes to five hundred (500) ordinary shares, in registered form, with a par value of twenty-five euro (EUR 25), and agrees to pay them up in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company resulting connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,350.- (one thousand three hundred and fifty euro).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Alan Botfield, born in Sterling (Scotland), on 22 December 1970, residing professionally at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as A manager;

- En Lee, born in Singapore, on 31 October 1982, residing professionally at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as A manager; and

- Maxime Giraud, born in Marseille (France), on 2 July 1974, residing professionally at 7 rue de l'Amiral d'Estaing, F-45016 Paris, France, as B manager.

2. The registered office of the Company is set at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This document has been read to the appearing parties who signed together with the undersigned notary this notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dixième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Karine Reuter, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit luxembourgeois par le notaire instrumentaire en date de ce jour, dont le siège social se situe au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ici représentée par En LEE.

avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée le 2 décembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Proudreed Properties France S.à r.l." (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25), toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales de la Société sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

6.3 Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code civil.

6.4 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.5 La société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes ou que le rachat de ses propres actions résulte de la réduction du capital social de la Société.

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil

de gérance composé d'au moins un gérant de Classe A et d'au moins un gérant de Classe B (le Conseil). Le(s) gérant(s) n'a (n'ont) pas besoin d'être associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'associé unique ou des associés.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant unique.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Aucune convocation n'est requise si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation au conseil de gérance, que ce soit avant ou après la réunion. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du conseil de gérance de la Société.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par le président du Conseil et si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être produites par lettres, télécopie ou télex.

Art. 10. Représentation.

10.1 Lorsque la société est gérée par un Conseil, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B, à l'exception des matières qui concernent la gestion journalière de la Société et toute matière n'excédant pas le montant de cinq mille euros (EUR 5.000) pour lesquelles la seule signature d'un Gérant A ou d'un Gérant B sera suffisante.

10.2 Lorsque la Société a un seul gérant, la Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de ce dernier.

10.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par toute (s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués

Art. 11. Responsabilités des gérants.

11.1 Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements (i) sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi, (ii) ont été pris de bonne foi et dont le gérant pouvait raisonnablement penser qu'il était dans le meilleur intérêt de la Société au moment où un tel engagement a été contracté.

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. Les résolutions des associés sont adoptées en assemblées générales des associés (l' (les) Assemblée(s) Générale (s)) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires).

12.2. Dans le cas où les résolutions doivent être adoptées par voie de Résolutions Circulaires le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les associés expriment leur vote en signant les Résolutions Circulaires sur une ou plusieurs copies, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

12.3. Dans le cas où la Société a un seul associé, ce dernier exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale. Les décisions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigés par écrit.

12.4. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre de parts détenues par celui-ci. Chaque part sociale donne droit à un vote.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

13.2 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

13.3 Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés ans les convocations.

13.4 Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

13.5 Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas nécessairement être un associé) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

13.6 Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

13.7 Les statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

13.8 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation des engagements des associés dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 14. Exercice social et Assemblée générale annuelle des associés.

14.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

14.2. Chaque année, le gérant unique ou le Conseil dresse le bilan et le compte de pertes et profits conformément à la Loi, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

14.4. Le bilan et le compte de pertes et profits sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Circulaires dans les six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice social.

14.5 Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une Assemblée Générale, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Art. 15. Réviseur d'entreprises.

15.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

15.2 Les associés nomment le(s) réviseur(s) d'entreprises et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) réviseur(s) d'entreprises peuvent être réélus.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée dès que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

16.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Il peut être alloué au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

16.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le gérant unique ou par le Conseil, et dans la mesure où la société a nommé un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises, ces comptes intérimaires devront être vérifiés par ce ou ces réviseurs d'entreprises;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par l'associé unique ou les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1 La société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée par la moitié des associés détenant les trois-quarts du capital social. L'associé unique ou les associés doivent nommer un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminer leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue par le(s) associé(s), le(s) liquidateur(s) est (sont) investi(s) des pouvoirs les plus larges pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation restant après la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Art. 18. Divers.

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou par tout autre moyen de communication électronique communément accepté.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent être également données par un gérant conformément à ce qui a été accepté par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. En cas de résolutions circulaires, les signatures peuvent être apportées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Proudreed Properties Lux Holding S.à r.l., représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à cinq cents (500) parts sociales ordinaires de la Société, sous forme nominative avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) et de les avoir entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la société, preuve en a été donnée au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.350.- (mille trois cent cinquante euros).

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Alan Botfield, né à Sterling (Ecosse), le 22 décembre 1970, résidant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant A;

- En Lee, Née à Singapore, le 31 octobre 1982, résidant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant A; et

- Maxime Giraud, né à Marseille (France), le 2 juillet 1974, résidant professionnellement au 7 rue de l'Amiral d'Estaing, F-45016 Paris, France, en tant que gérant B.

2. Le siège social de la Société est établi à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

155712

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: E. LEE, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16185.

Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013174292/490.

(130212936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

PPF ("PMG Partners Funds"), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 22. November 2013, für den Fonds PPF („PMG Partners Funds“) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Dezember 2013.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013175331/10.

(130214079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Casiana Automobiles Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3431 Dudelange, 1, rue de la Brasserie.

R.C.S. Luxembourg B 155.872.

Extrait des résolutions de l'AGE du 8 novembre 2013

Les associés réunis en assemblée générale extraordinaire ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 8 novembre 2013, que:

Monsieur Adelino DOS SANTOS OLIVEIRA SOUSA, demeurant à L-3528 Dudelange, 27, route de Boudersberg, a cédé 50 parts sociales sur les 50 parts qu'il détenait dans la société CASIANA AUTOMOBILES SARL à Monsieur Miguel DOS SANTOS OLIVEIRA SOUSA, demeurant à L-3531 Dudelange, 71, rue du Nord.

Par conséquent, à compter du 8 novembre 2013, la répartition du capital social de CASIANA AUTOMOBILES SARL est comme suit:

Miguel DOS SANTOS OLIVEIRA SOUSA, prénommé 100 parts sociales

Deuxième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Adelino DOS SANTOS OLIVEIRA SOUSA, de son poste de gérant administratif.

Troisième résolution

Monsieur Miguel DOS SANTOS OLIVEIRA SOUSA, prénommé, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant.

Fait à Dudelange, le 8 novembre 2013.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2013167228/27.

(130203585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.
